

RUANDA - URUNDI

Service Pénitentiaire

Prison de Kigali

R.E. 12084

RE 5599, Ruv

Nom : NSEKANA BO

Origine : Buliga

Chefferie : Buliga

Territoire : Kigali

Profession : Cultivateur

N° du R.E. : 12084

Formule dactyloscopique :

Arrêté le : 16-5-57

Condamné le : 25-5-57 à

1/4 de peine : 14-8-57

Sorti le : 14-3-52 / 18-3-52 / 23-3-52

Transféré le :

Rapatrié le :

Expulsé le :

Décédé le :

Récidiviste

Dix mois S.P.P.
65f. frais au 7j. C.P.
36f. d.l. au 5j. C.P.

sans plus d'ajet

13-9-57 / 20-9-57 / 25-9-57
14-3-52 / 18-3-52 / 23-3-52
Soit le 18-3-52 les C.P.C. réduits à 7j.

LE GARDIEN,

Ruhengeri



9822

Billet d'élargissement.

Le nommé NYSEKANA BO
fils de Sengabo (+), et de Jashabari (+)
Chefferie Buruzi, sous-chefferie Makaza
colline Buruzi, race Umunukutu des Abesundi
territoire de Bu Kizali
condamné par le Tribunal d'« Résidence de Ruanda »
en date du 25-5-51
a été élargi après avoir subi sa peine de servitude pénale de 10 mois
de servitude pénale subsidiaire de _____
a (ou le) contrainte _____ par corps de 7 jours

Buruzi le 18 Mars 1951

Le Gardien de Prison,

P. O. [Signature]

REQUISITION

à fin

D'EMPRISONNEMENT

pour la servitude pénale subsidiaire
et la contrainte par corps.

Tribunal de RESIDENCE DU RUANDA A KIGALI.

Conseil de guerre _____

L'Officier du Ministère public près le

Tribunal de RESIDENCE DU RUANDA A KIGALI.

Conseil de guerre de _____

En vertu des articles 142 et suivants du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert le gardien de la prison de KIGALI.

de maintenir en détention (ou d'incarcérer) le nommé NSEKANABO, munyarwanda, cultivateur muhutu, fils
de Sengabo et de Gashabari résidant à la colline Kabuye, territoire de Kigali.

condamné par jugement du { Tribunal de Residence du Ruanda
Conseil de guerre de _____

du 25 MAI 1951. 19 _____, devenu irrévocable le 4 JUIN 1951.

à _____ de servitude pénale subsidiaire à défaut de

payer l'amende de _____ (ou) à SEPT JOURS

de contrainte par corps faute de paiement de la somme de SOIXANTE CINQ FRANCS;

montant des frais du procès (ou) à CINQ JOURS de contrainte par

corps faute de verser la somme de QUINZE SIX FRANCS montant des dommages intérêts

à la partie civile.

A KIGALI, le 14 JUIN 1951 19 _____

L'Officier du Ministère Public,
A. VAN HOECK.



12084

R. M. P. No.

1407/VH

R. P. A. No.

Bulletin de renseignement d.us.....nommé.

(1)

NSEKANABO, mukutu munya.

Rwanda, sans profession, fils de Lengabo (+) et de Gashabari (+), origi-
naire de la colline de Butiza, chef de la Butiza, territoire de Kigali

Tribunal ou conseil de guerre qui a prononcé la sentence	T. R. R.
Date du jugement	25- 5- 57
Motif de la condamnation	Vol qualifié
Durée de la servitude pénale principale	12 mois moins 6 mois Recidiviste
Date de l'entrée en détention (Détention préventive ou exécution du jugement)	16- 5- 57
Décision de la juridiction d'appel	
Date du jugement d'appel	
Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)	<u>14- 8- 57</u> sans plus d'effet
Date d'expiration de la peine	<u>11- 3- 58</u> 13- 7- 57

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.

Le 13 mai 1951, à la colline Tra luyze, cheff. faulise. Territoire Tzipati, fram-
dulairement manifestant un feu follet de Nyanaïkum, une boîte
contenant une somme de 360 frs, des matériaux pour une tente globa-
le approximative de 750 frs, et 2 barres et 2 tasses balais valant ensemble 56 frs
et 00, en finissant dans l'habitation de la plaie frante à l'aide de
fausse clef

L'Officier du Ministère Public,

1. Nom, prénoms, profession, lieu de naissance, sexe.

2. Quand il a subi le quart de sa peine, si le quart dépasse trois mois.—Après trois mois dans les cas contraires.
Après cinq ans, si la peine est perpétuelle,

Observations du gardien de la prison sur :

1° la conduite.

profane

2° le caractère.

calme

3° les dispositions morales du détenu.

douteux (frais et s. l. non payés)

réf. de 20/9/51
le J. de P.
H. S. G. G.

Renseignements divers à fournir par l'autorité administrative et militaire :

SA vis défavorable - 21/9/51. R. Adjt. I. Penhies
D. 1. non payés

Renseignements complémentaires à donner par le Conseiller Juridique :

A ne pas représenter
16-10-51

Le Vice-Gouverneur Général
du Congo Belge
Gouverneur du Ruanda-Urundi
P. O.

Le Conseiller Juridique ad,
J. BARBIER

[Signature]

Résidence du Ruanda
Prison de Kigali

N° R. E. 12084
R. M. P. N° 1407/VH

FICHE DU DÉTENU : NSEKANABO

Originaire de la chefferie Buliga

Territoire Kigali

Résidence ou district Ruanda

Condamné le 25 mai 1957, par T.R.R.

à dix mois

du chef de vol qualifié

Renseignements divers :

(moralité — amendement — situation familiale)

Tournez s'il vous plaît.

P U N I T I O N S

Dates	Motif	Peine

LE TRIBUNAL DE RESIDENCE DU NORD DE LA RIVIERE A KIGALI Y A LEVANT EN
MATERE REPRÉSENTATIVE LA PROCEDURE SUIVIE A CHARGE DU PREVENU QUALITE, ET-DESSOUS, POUR AVOIR:

ACQUITTATION PUBLIQUE DU 25 MAI 1991.

EN CAUSE:

MINISTRE PUBLIC

CONTRA:

N S E K A R A S O, accusé, fils de Sengabo (dod) et de Sengabo (dod) originaire
de la colline de Bulega, chef-lieu de la colline de Bulega, territoire de Kigali, résident
à la colline de Bulega, chef-lieu de la colline de Bulega, territoire de Kigali, résident
ventuellement à la prison de Kigali;
Au par le Tribunal de Résidence du Nord de la Rivière A Kigali Y a délégué en
matière représentative la procédure suivie à charge du prévenu qualifié, et- dessous, pour avoir:

Le 15 mai 1991 à la colline Kabuye, chef-lieu de la colline Kabuye, territoire de Kigali-
Résidence du Nord, transféré au préjudice de E. K. A. R. A. S. O une caisse contenant une
somme de 340 francs, des vêtements pour une valeur globale approximative de 750 francs et deux verres
et deux tasses valant ensemble 36 francs et ce en pénétrant dans l'habitation de la plaignante à l'
aide de fausse clef; l'instruction prévue et punie par les articles 79 et 81 du Code Pénal, Livre II;
Au la corruption volontaire du prévenu qui délégué renonce expressé-
ment à son droit de réclamer la formalité de la citation;

OUI le prévenu en son intérêt;

OUI le Ministère Public en ses conclusions et réquisitions conformes;

OUI le prévenu en ses dires et moyens de défense présentés par lui-même

sont repris ci-après:

ATTENDU qu'il résulte de la déposition de la plaignante et des avoir
complets du prévenu que dans la journée du 15 mai 1991 E. K. A. R. A. S. O profitant de l'absence de la plaignante
l'a pénétrée dans la maison de E. K. A. R. A. S. O, agée à la colline Kabuye territoire de Kigali, après avoir
ouvert la porte d'entrée à l'aide d'une clef qu'il avait déjà volée le 30 avril 1991 dans l'intention
de pouvoir commettre un vol au préjudice de la plaignante;

Qu'à l'intérieur de la maison il a aperçu d'une caisse en bois conte-
nant une somme de 340 francs, des vêtements pour une valeur globale approximative de 750 francs et
deux verres et deux tasses valant ensemble 36 francs;

Qu'il partant avec son butin il fut surpris par le nommé N. S. E. K. A. R. A. S. O servant
de la partie lésée et qu'il prit immédiatement la fuite en abandonnant la caisse dérobée avec tout
son contenu;

Qu'il fut cependant arrêté le 15 mai 1991;

ATTENDU que les faits exposés ci-dessus sont constatés de vol qualifié,
l'instruction prévue et punie par les articles 79 et 81 du Code Pénal, Livre II; qu'en effet, constaté-
tue l'usage de fausse clef, l'usage de objets égarés ou soustraits (lire instances Stanleyville, 14-15-90
Revue juridique 1990, p. 255);

ATTENDU quant au taux de la peine à prononcer qu'il y a lieu de tenir
compte à charge du prévenu de ses antécédents judiciaires (condamné le 31.8.1990 par le Tribunal de Po-
lice de Kigali à 30 jours de servitude pénale du chef de vol simple); qu'il est d'autre part à considé-
rer qu'une trop longue incarcération à la prison centrale de Kigali parait 400 détenus de droit com-
mun, risque à entrainer la corruption totale de ce jeune délinquant âgé de 15 ans;

ATTENDU qu'il importe d'allouer d'office des dommages intérêts à la
plaignante N. S. E. K. A. R. A. S. O, indigène du Nord de la Rivière A Kigali Y a Levant et de lui fixer à la somme de 36 francs représentant
le préjudice qu'elle a subi (tous les fonds et objets dérobés ont été retrouvés, également la clef sous
laquelle elle a pénétré dans la maison de la plaignante);

PAR CES MOTS

AU les articles 5-7-8-9-15-16-17 du Code Pénal, Livre II;

vu les articles 70 et 71 du Code Pénal, Livre II;

Vu le décret du 11 juillet 1923 formant avec les décrets modificatifs le Code de Procédure Pénale; décret du 30 janvier 1940 formant le Code Pénal de la Colonie rendu exécutoire au Rwanda Urundi par l'ordonnance du 18 mai 1940; le décret du 5 juillet 1948 sur la ré-organisation judiciaire au Rwanda Urundi;

STAVANE CONSTATANT INFRANT

DECLARE l'infraction telle que libellée à la prévention établie dans le chèque prévenu NERUKABO et en conséquence le condamne de ce chef à SIX MOIS de servitude pénale;

SOIXANTE CING FRANCS;

FIXE à SEPT JOURS la durée de la contrainte par corps à subir en cas de non paiement dans le délai légal;

STAVANE d'office sur les intérêts civils de la partie lésée indigène

CONDAMNE NERUKABO à payer à titre de dommages intérêts à la femme

NYIRASHIRU, après la somme de CINQUANTE SIX FRANCS;

FIXE à CING JOURS la durée de la contrainte par corps à subir en cas de non paiement dans le délai de dix mois;

AINSI jugé et prononcé à l'audience publique du vingt cinq mai 1950 cinquante et un à l'égal à laquelle assistaient Messieurs:

DAMIEL VANDIER,
K. VAN HORCK,
A. ROUARD,

LE CHEFFIER,

A. ROUARD.

LE JUGE SUPPLÉANT.

D. VANDIER.

JUGE SUPPLÉANT,
OFFICIER DU MINISTÈRE PUBLIC,
CHEFFIER,

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL de Résidence du Ruanda à Kigali.

Reg. du M.P. N° 1407/VH.

Reg. du rôle. N° 330

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence du Ruanda à Kigali

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à Kigali
de recevoir et emprisonner le nommé NSEKANABO.

condamné par jugement du Tribunal de Résidence du Ruanda à Kigali

en date du 25 mai 1951 194 devenu irrévocable le 4 juin 1951 194

à 10 mois de S.P.

du chef d'avoir le 13.5.1951 à la colline Kabuye, chefferie Buliza, territoire de Kigali frauduleusement soustrait au préjudice de Nyirasheri I caisse contenant une somme de 340 frs. des vêtements usagés pour une valeur globale approximative de 750 frs et 2 verres et 2 tasses valant ensemble 36 frs et ce en pénétrant dans l'habitation de la plaignante à l'aide de fausse clef.

Infr. art. 79 et 81 du CP. I. II

L'Officier du ministère Public,
A. VAN HOECK.

PARQUET DU RUANDA
KIGALI.

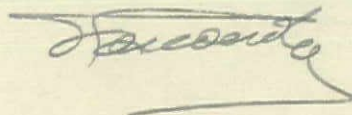
AVIS DE FIXATION AU GARDIEN DE LA PRISON DE KIGALI.

Le dossier R.M.P. N° 1407/64
en cause de 1)

2) NSEKANA BO
3)
4)
5)

détenus préventivement, a été envoyé en fixation devant le Tribunal de *Résidence de*
Ruanda

Kigali, le 19-8-1951.
Le Secrétaire du Parquet,



ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION

R.M.P.1407/VII.

L'an mil neuf cent cinquante et un le dix-neuvième jour du mois de mai

Par devant Nous D. VAUTHIER ^{Suppléant} Juge de Tribunal de Résidence de Ruanda
~~Juge de Tribunal de Police de~~ a comparu le nommé NSERUWABO, rumwarwanda,
préqualifié, détenu à la prison de Kigali,

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence de Ruanda, siant à KIGALI;
 a exposé qu'une instruction du chef de vol qualifié, infraction prévue
et sanctionnée par les articles 79 et 81 C.P.L.II

était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité que le fait paraît constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de six mois que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose.

L'an mil neuf cent cinquante et un, le dix-neuvième jour du mois de mai

Nous D. VAUTHIER ^{Suppléant} Juge du Tribunal de Résidence de Ruanda, résidant à Kigali
~~Juge de Police de~~

Attendu que le nommé NSERUWABO
 est prévenu de vol qualifié
 et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de Kigali

Attendu que l'infraction est punissable de plus de six mois
 qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé NSERUWABO
 soit conduit et détenu à la prison de KIGALI

Notifié au prévenu le 195...

Le Juge, Suppléant
D. VAUTHIER,

(Signature)

Signalement :

Taille.....

Cheveux.....

Sourcils.....

Yeux.....

Front.....

Nez.....

Bouche.....

Menton.....

Barbe.....

Figure.....

Signes particuliers :.....

MANDAT D'ARRET

(Décret du 11 juillet 1923).

PRO JUSTITIA

(Tribunal

Nous, Officier du Ministère public près le de

(Conseiller de guerre,

1ère Instance du Ruanda-Urundi, siégeant à Kigali,

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

NSEMINADO, fils de Sengabo (de) et de Gaslabari (de) originaire de la colline Bulaga, chefferie Buliza, territoire de Kigali, résidant à la colline Kabuye, chefferie Buliza, territoire de Kigali, cultivateur habitant.

prévenu de vol qualifié

infraction prévue par les articles 79 et 81 C.F.L.II.)

Attendu que (1) le prévenu est indigène du Ruanda-Urundi
les faits sont graves,
il y a lieu de craindre sa fuite;

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923 :

Mandons et ordonnons que le susdit NSEMINADO

soit arrêté et conduit à la maison centrale de Kigali,

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à Kigali, le 18 mai 1951 25194

L'Officier du Ministère Public.

A. VAN HOFCK,

(1) Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt.

(2) Indiquer le lieu de détention.

PRO-JUSTITIA.

PROCÈS-VERBAL D'ARRESTATION.

L'an mil neuf cent cinquante et un, le seizième
jour du mois de mai
Nous, ROBERT MARCEL, Agent Territorial Principal,
en Territoire de Kigali, Officier de Police Judiciaire à compétence
générale
Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,
saisi le nommé ROBERT KANABU, fils de Sengabo, dcd,
et de Gashabari, dcd,, originaire du Territoire de Kigali
chefferie Buliza, sous-chefferie Makuza (colline Bulega)
colline Bulega, résidant à Kabuye, chefferie du Buliza
inculpé de vol qualifié et attendu que l'infraction commise par cet
indigène est punissable de - (1) plus de deux mois - (2) au moins six mois de servitude pénale et - (1) qu'elle est fla-
grante ou réputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire
devant Monsieur l'Officier du Ministère Public à Kigali.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'officier de Police Judiciaire,



(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km. du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de ré-
primer l'infraction.